

Échange de questions sur les interventions A1, A2 et A3

Régis JOURDAN, BRL ingénierie

Est-ce qu'il y a obligation pour le maître d'ouvrage de prendre en charge financièrement la gestion des espaces acquis au titre des mesures compensatoires ?

Marc LANSIART

Si la mesure compensatoire est prévue dans l'autorisation, le maître d'ouvrage doit la mettre en œuvre et la gérer.

Marc MAURY, Fédération des conservatoires d'espaces naturels

J'ai entendu que les mesures compensatoires relevaient d'une obligation de résultats vis-à-vis du maître d'ouvrage. Je voudrais avoir quelques précisions sur la mise en œuvre de cette ambition vertueuse ainsi que son opposabilité ? Est-on à l'état de doctrine, de réflexion ou est-ce applicable dès aujourd'hui ?

Hélène MONTELLY

On attend d'une mesure compensatoire, la compensation de l'impact résiduel. Le maître d'ouvrage a la liberté de prévoir différentes modalités de mesures compensatoires (par exemple restauration ou création de milieux, gestion pérenne...). Cependant l'obligation de résultats réside dans la compensation attendue de l'impact résiduel.

Christian BARTHOD

L'avis de l'Autorité Environnementale n'est pas opposable. C'est une pièce jointe au dossier d'enquête publique et le maître d'ouvrage peut ne pas le respecter. Mais le public et le commissaire enquêteur en ont connaissance et toute personne qui veut aller au contentieux a une première grille d'analyse. L'Autorité Environnementale considère que la question n'est pas que d'ordre juridique, à partir du moment où la destruction est avérée, il n'y a respect de la mesure compensatoire que s'il y a une pérennité garantie. Quand il y a un doute sur la solution technique proposée, l'Autorité Environnementale demande très clairement que le maître d'ouvrage s'engage à faire un suivi voire mette en place d'un comité de pilotage permettant de discuter contradictoirement de l'atteinte effective des résultats visés par la mesure compensatoire. C'est une question de logique d'approche intégrante du projet de façon transparente et ensuite le juge éventuellement se prononcera. Pour atteindre les objectifs qui lui sont fixés, l'Autorité Environnementale rend parfois des avis qui sortent du domaine de la réglementation et recommande au maître d'ouvrage d'aller plus loin tout en lui précisant que l'avis est au delà de l'application stricte de la réglementation.

Marc LANSIART

Du point de vue réglementaire, la loi Grenelle II a modifié toute la réglementation sur les études d'impact. On prévoit dans l'étude d'impact une procédure de suivi et de contrôle de l'efficacité des mesures. Dans l'autorisation qui sera donnée, vont figurer les mesures de suppression, de réduction et de compensation ainsi que les modalités de suivi et de contrôle. L'obligation est passée dans la loi, les décrets d'application sont attendus au cours de l'été 2011. Les mesures figureront dans l'autorisation et il y aura un suivi et contrôle qui sera obligatoire par les services compétents.

Christelle BASSI, Chef du service Infrastructure et Environnement (CETE Méditerranée)

Quel service aura la charge de la police de l'environnement sur ces points ?

Marc LANSIART

Dans la réorganisation actuelle des services, les MISEN auront mission de police de l'eau et de police de la nature.

Olivier GARRIGOU, DREAL Auvergne

Les exemples présentés pour les mesures compensatoires portaient sur le champ de la biodiversité. Est-ce que d'autres enjeux environnementaux, gaz à effet de serre, bilan carbone, font l'objet d'une analyse de l'Autorité Environnementale pour des mesures compensatoires ? Est-ce que les maîtres d'ouvrage étendent la réflexion sur les mesures compensatoires au-delà du champ d'application strict de la biodiversité ? Quelle est la politique de l'Autorité Environnementale dans ce cas ?

Christian BARTHOD

Il demande l'indulgence pour une institution qui n'a que 18 mois d'activité et qui prend les problèmes par ordre d'importance. Ce qui crève les yeux dans les dossiers d'étude d'impact examinés, c'est ce qui a été présenté. C'est la priorité actuelle.

Sur quelques dossiers, l'Autorité Environnementale a regardé le problème du carbone. Ce n'est pas la partie la plus problématique, il y a un certain encadrement et les maîtres d'ouvrage ont une solution « passe partout » qui est la plantation de x hectares de forêt. Donc ce n'est pas le fond du problème pour les études d'impact.

Quand la qualité des études d'impact sera significativement améliorée, l'Autorité Environnementale pourra aller plus loin et se poser d'autres questions.

Le bruit est un problème tout aussi important que la biodiversité et difficile à résoudre et à encadrer. Bruit et biodiversité sont les deux dossiers où l'Autorité Environnementale intervient le plus. L'étude d'impact balaye un champ très important, rien n'a été identifié comme problème massif sur la santé (seul un projet VNF est en cours de restructuration suite à des éléments toxiques avec risque d'infiltration dans la nappe phréatique).

En ce qui concerne le paysage, c'est une difficulté que l'Autorité Environnementale ne sait pas bien appréhender. En effet elle demande généralement qu'il y ait l'intervention de professionnels du paysage et surtout qu'il y ait discussion sur les conclusions tirées de l'étude paysagère car c'est assez facile de se dissimuler derrière une étude paysagère pour aboutir à une solution « passe-partout ». Qu'il y ait une certaine discussion permet de faire avancer le dossier.

Didier LLORENS, RFF Rhône-Alpes

En ce qui concerne les impacts cumulés, on ne peut pas faire porter uniquement au maître d'ouvrage l'absence de cadre réglementaire. L'avis de l'Autorité Environnementale sur le contournement de Lyon précise que RFF respecte la réglementation et qu'il pousse le maître d'ouvrage à aller plus loin. C'est légitime, mais pour le maître d'ouvrage il y a un réel risque de contentieux. Dans la mise en œuvre de ces mesures le maître d'ouvrage a un manque de moyens juridiques pour mettre en place des mesures compensatoires qui prendraient en compte des impacts cumulés et qui impliqueraient d'autres maîtres d'ouvrage (ZAC, autoroute...).

Christian BARTHOD

D'un point de vue strictement réglementaire, on n'est pas capable d'assumer l'ensemble des impacts. Les effets cumulés ce n'est pas uniquement une question de mesures compensatoires, dans ce dossier c'était des questions d'atténuation des impacts. L'Autorité Environnementale invite, recommande un certain nombre de choses, elle ne fabrique pas le cadre réglementaire. Elle constate publiquement et le dit au CGDD comme à la direction des affaires juridiques, que le cadre actuel n'est pas totalement pertinent. Et à partir d'un certain nombre de cas vus par l'Autorité Environnementale, nous ne sommes pas sûrs que la rédaction du décret à venir résolve ces questions.

Yves LUGINBUHL, CNRS président comité scientifique ITTECOP

Il aurait aimé poser la question du paysage. Il note les procédures à articuler mais où se trouve dans ce débat le territoire affecté par le projet d'infrastructure ?

Hélène MONTELLY

Le territoire est la préoccupation première quand on se pose la question de comment : c'est-à-dire comment éviter un territoire dans lequel sont identifiés un certain nombre d'enjeux environnementaux. C'est d'ailleurs l'intérêt d'avoir identifié et hiérarchisé ces enjeux en amont. Dans un projet d'infrastructure linéaire, l'enjeu du territoire est primordial et est présent du début à la fin de la conception du projet par le maître d'ouvrage. Le territoire est sa préoccupation première. Cela n'a pas été cité car c'est une évidence, mais c'est une évidence qui mérite d'être rappelée.

Christian BARTHOD

Selon l'état des lieux fait dans les dossiers vus par l'Autorité Environnementale, ce n'est pas dans les dossiers d'infrastructures linéaires de transport que l'Autorité Environnementale voit les plus grosses carences sur la prise en compte du territoire. Ce n'est pas le cas par contre d'autres secteurs qui ont produit des études d'impacts standards pouvant être positionnées dans n'importe quel endroit sur le territoire.